

Des vents mauvais

par *Marie-Christine Vergiat*
députée européenne Front de gauche

Un peu partout en Europe, les nuages s'amoncellent. Dans presque tous les États membres de l'Union européenne, droites nationalistes, populistes et extrêmes progressent.

Les résultats des élections en Allemagne nous ont frappés : l'AFD (originellement issue d'une scission de la CDU), qui siège désormais avec les députés du FN au Parlement européen, a emporté 92 sièges avec 12,6 % des voix, mais cela aurait été la même chose pour le Front national en France s'il s'était agi d'un scrutin proportionnel. Ce qui s'est passé en Autriche est encore plus inquiétant. Le deuxième tour des élections présidentielles en 2016 avait vu la victoire in extremis d'Alexander Van der Bellen, soutenu par les Verts, face à Norbert Hofer, candidat d'extrême droite (FPÖ). Les élections législatives anticipées ont confirmé la montée de l'extrême droite et le jeune leader du Parti chrétien démocrate (ÖVP) a choisi de mettre fin à la traditionnelle alliance de

d'enclencher la procédure d'infraction de l'article 7 des Traités, jamais utilisé jusqu'à présent, qui permet de sanctionner un État qui « bafoue » les valeurs de l'UE. On pourrait s'en réjouir si les Polonais ne disaient pas ouvertement qu'ils ne faisaient que suivre la voie ouverte par Viktor Orban depuis 2010, ce qui est parfaitement vrai. Les systèmes constitutionnel et judiciaire, les médias, les ONG ont été mis en coupe réglée et même les dirigeants du FN n'oseraient pas exprimer publiquement en France le même discours sur les migrants. Mais le FIDESZ, parti de Viktor Orban, est membre du Parti populaire européen (PPE), dans lequel siègent notamment la CDU et les Républicains : il est donc protégé.

Les Polonais n'ont d'ailleurs pas grand-chose à craindre car il faut l'unanimité du Conseil pour obtenir des sanctions et Viktor Orban a déjà annoncé qu'il s'y opposerait. Dans les pays d'Europe du Nord, l'extrême droite est partout présente et les discours nationalistes et xénophobes pénètrent quasiment tous les partis politiques. Dans les pays de l'Est de l'UE, où l'ultralibéralisme a fait des ravages économiques et sociaux sur fond de corruption généralisée, l'entrée dans l'UE est souvent devenue synonyme de régression sociale. Les manifestations en Bulgarie il y a quelques mois et en Roumanie plus récemment en témoignent.

Un scénario analogue risque de se produire en Italie en mars prochain où le Parti démocrate n'a pas grand-chose à envier en termes d'impopularité au Parti socialiste français. Dans ce paysage politique dévasté, la porosité croissante entre les différents groupes politiques du Parlement européen est inquiétante.

On trouve quatre groupes politiques de droite au Parlement européen :

- le PPE (droite classique, cf. ci-dessus) ;
- l'ECR (groupe conservateur) dans lequel

“
Dans ce paysage politique dévasté, la porosité croissante entre les différents groupes politiques du Parlement européen est inquiétante.
”

son parti avec le Parti social-démocrate (SPÖ) pour former un gouvernement avec le FPÖ. Pire, ce sont les ministères régaliens (affaires étrangères, intérieur et défense) qui lui ont été confiés.

En Pologne, le Parti ultraconservateur, Droit et justice (PIS), revenu au pouvoir en 2015, bafoue l'État de droit à tel point que la Commission européenne s'est sentie obligée

soufflent sur l'Europe



© AFP PHOTO / THOMAS SAMSON

siègent notamment les conservateurs britanniques, le PIS polonais mais aussi la NVA flamande, membre de la coalition gouvernementale au pouvoir en Belgique (nationaliste et xénophobe) ;

- l'EFDD (Europe de la liberté et de la démocratie directe) dans lequel siègent tant l'UKIP britannique que les « 5 étoiles » italiens ;

- l'ENF (Europe des nations et des libertés) créé par le FN en juin 2015 dans lequel siègent notamment le FPÖ autrichien, le Vlaams Belang belge, la Ligue du Nord italienne et le Parti pour la liberté hollandais.

On peut noter à quel point ces partis, plus ils sont extrémistes, plus ils osent se réclamer de la démocratie et des libertés.

Mais, à des degrés, certes divers et variés, partout s'y développent des discours natio-

nalistes, anti-européens, anti-migrants et xénophobes. Tout cela augure mal de la composition future du Parlement européen après les élections de mai 2019.

Face à ces discours de plus en plus convergents, la « Gauche », quelle que soit la définition que l'on donne à ce mot, semble de plus en plus divisée et n'a pas l'air de réagir face à ce qui se joue au niveau européen.

Il est donc urgent de travailler sur nos priorités communes. La lutte contre l'austérité, l'aggravation des inégalités et la nécessité d'une autre redistribution des richesses sont quelques exemples sur lesquels nous pourrions travailler afin de changer les rapports de force si l'on veut modifier l'hégémonie culturelle ou bien même simplement inverser l'évolution actuelle. Il y a urgence. ●